

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
17 rue de la Plaine des Isles  
89000 AUXERRE

AUXERRE, le 10/07/2024

## Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SABLIÈRES DE GURGY**

Néron, Le Nouzeau,  
89250 Gurgy

Références : / 240331

Code AIOT : 0005401761

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2024 dans l'établissement SABLIÈRES DE GURGY implanté Néron, Le Nouzeau, 89250 Gurgy.

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre de la cessation d'activité et de la remise en état de la carrière.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SABLIÈRES DE GURGY
- Néron, Le Nouzeau, 89250 Gurgy
- Code AIOT : 0005401761    Installation : Avec Titre ☐    Sans Titre ☒
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Le site est une carrière alluvionnaire dont l'activité a été autorisée jusqu'au 18 juin 2021 par arrêté préfectoral de prolongation du 17 septembre 2020.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- cessation d'activité

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan des constats hors points de contrôle**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Remise en état du site	Arrêté Préfectoral du 18/06/2010, article 2.5.1	
2	Modalités de remise en état	Arrêté Préfectoral du 18/06/2010, article 2.5.2.1	
3	Modalités de remise en état	Arrêté Préfectoral du 18/06/2010, article 2.5.2.2	
4	Remblayage de la carrière	Arrêté Préfectoral du 18/06/2010, article 2.5.3.2	


### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a été remis en état dans les conditions prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 18 juin 2010.


Le présent rapport de visite vaut récolement.

## 2-4) Fiches de constats


### N° 1 : Remise en état du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/06/2010, article 2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Principe
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.  Il doit notifier l'achèvement de chaque phase de remise en état à l'inspection des installations classées et justifier de la qualité de la remise en état à l'aide de documents probants (plans, photographies...). En cas d'inobservation des obligations de remises en état, toute nouvelle autorisation d'exploitation peut être refusée.  La remise en état définitive du site affecté par l'exploitation du périmètre autorisé doit être achevée 3 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation.
<b>Constats :</b>  Le 11 octobre 2021, l'exploitant a déclaré la cessation d'activité de son site de Gurgy.  Il a annexé à cette déclaration un dossier précisant les conditions dans lesquelles le site a été remis en état, conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


## N° 2 : Modalités de remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/06/2010, article 2.5.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Front et carreau
<b>Prescription contrôlée :</b>  La remise en état nécessite la réalisation des dispositions suivantes :  - remblaiement total des terrains, à la cote initiale,  - régalage de terres végétales sur une hauteur d'au moins 40 cm afin de restituer les terrains en terrains agricoles.  En fin d'exploitation, la zone d'extraction doit être rendue conforme aux coupe et plan annexés au présent arrêté
<b>Constats :</b>  Le dossier de cessation d'activité précise que : <ul style="list-style-type: none"><li>• les terrains ont été remblayés jusqu'à leur cote initiale, à l'aide de déblais inertes provenant de chantiers du BTP. Les matériaux accueillis ont été exclusivement des «terres et pierres naturelles ». Le remblayage a été réalisé à l'avancement de l'exploitation selon le phasage d'extraction défini dans le dossier de demande d'autorisation.</li><li>• la terre végétale a été régalée sur les 40 derniers centimètres. Cette dernière provient exclusivement du site, triée préalablement lors des opérations de décapage avant extraction du sol. Les opérations de régalage de la terre ont été réalisées durant des périodes sèches afin d'assurer une compaction homogène. Par ailleurs, la piste d'accès a été remblayée avec de la terre végétale.</li></ul> Le plan fourni en annexe du dossier indique que la zone d'extraction a été rendue conforme aux coupe et plan annexés à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.  La visite de terrain a permis de constater que le site a été remis en état conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral. Le site a également été ré-enherbé.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

### N° 3 : Modalités de remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/06/2010, article 2.5.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Aménagements annexes
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les aménagements suivants doivent être réalisés : enlèvement de la signalisation réglementaire relative à l'activité d'exploitation de la carrière.
<b>Constats :</b>  La signalisation relative à l'exploitation de la carrière a été enlevée.  Par ailleurs, tous les équipements relatifs à l'exploitation de la carrière ont été démantelés, notamment l'aire étanche de ravitaillement et de stockage des engins ainsi que les clôtures.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

#### N° 4 : Remblayage de la carrière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/06/2010, article 2.5.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Remblayage de la carrière
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le remblayage des excavations doit être réalisé exclusivement au moyen de matériaux minéraux inertes au sens du guide des bonnes pratiques relatif aux installations de stockage de déchets inertes issus du BTP ; il ne doit pas nuire à la qualité des eaux de la nappe et présenter des caractéristiques de perméabilité permettant le maintien du comportement hydrodynamique d'écoulement des eaux. L'utilisation de terres et limons en fond de fouille est proscrite.
<b>Constats :</b>  Les terrains ont été remblayés jusqu'à leur cote initiale, à l'aide de déblais inertes provenant de chantiers du BTP. Les matériaux accueillis ont été exclusivement des «terres et pierres naturelles ».  Le remblayage a été réalisé à l'avancement de l'exploitation selon le phasage d'extraction défini dans le dossier de demande d'autorisation. La terre végétale a été régalée sur les 40 derniers centimètres. Cette dernière provient exclusivement du site, triée préalablement lors des opérations de décapage avant extraction du sol.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>